

# Tout *Le Monde* déteste le PKK

## Histoire d'une censure

Pierre Bance



« Les corbeaux incendient la cave des hiboux », tiré de l'ouvrage *Kelileh va Demneh*, artiste inconnu (1429).  
Extrait, de *La Lettre d'Orient XXI*, 26 février - 4 mars 2016.

Le 13 juin 2017, j'envoyais au quotidien *Le Monde* une tribune libre avec pour titre « Après Rakka, l'ambition démocratique de la Fédération de la Syrie du Nord ». Son objet était de montrer que la conquête de Rakka par les Forces démocratiques syriennes n'est pas seulement une opération militaire, mais qu'elle porte aussi le projet politique d'installer, dans la Syrie septentrionale, un système fédéral basé sur des communes autonomes. Cette « auto-administration démocratique », phase préalable au confédéralisme démocratique du leader kurde Abdullah Öcalan, lui-même inspiré par le municipalisme libertaire du philosophe américain Murray Bookchin, est déjà une réalité dans les trois cantons du Kurdistan de Syrie (Rojava). Elle est actée dans deux documents de nature constitutionnelle. Le premier qui date

du 14 janvier 2014 est connu sous le nom de Charte du Rojava. Le deuxième en date du 29 décembre 2016 renforce le fédéralisme avec pour vocation de l'étendre aux territoires libérés. D'où son nom, Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord. Comme vous pourrez le lire ci-dessous en annexe, ce libre propos n'est pas une apologie du projet, les critiques qui peuvent lui être adressées comme les interrogations qu'il soulève ne sont pas cachées.

Le 14 juin, *Le Monde* me répond qu'il souhaite réserver cet article et « *qu'une date sera fixée pour sa parution dans le quotidien et, ou, sur son site* ». Mais, le 25 juin, c'est une tribune de Jean-Pierre Filiu intitulée « Le vrai visage des libérateurs de Rakka » que *Le Monde* publie sur la page « Débats » de son site (1). Je signale aussitôt aux journalistes du *Monde* que pour nourrir le débat, il serait bon de publier mon texte en contrepoint, car il propose une toute autre lecture du contexte kurde.

Le personnage Filiu et sa relation avec *Le Monde* méritent qu'on s'y arrête un instant. Ce spécialiste des pays arabes, professeur à Science Po, membre de divers cabinets ministériels socialistes dont celui de Lionel Jospin entre 2000 et 2002, s'est pris de passion pour les révolutions arabes, spécialement pour l'opposition démocratique syrienne bien que celle-ci ne représente qu'elle-même et la fantomatique Armée syrienne libre. Concomitamment, Filiu s'est pris d'aversion envers le Mouvement révolutionnaire kurde en général, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et son organisation sœur en Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD) en particulier (2). Le soutien aux premiers n'impliquait pas, au premier regard, la détestation des seconds. Or, l'homme ne se contente pas de critiquer les Kurdes, ses propos frôlent le délire complotiste quand il voit la main malfaisante du PKK partout. Pour s'en convaincre on regardera ses tribunes publiées, plus souvent qu'à leur tour, dans la page « Débats » du *Monde.fr*. *Le Monde* qui en fait d'ailleurs sa référence préférée pour le Proche-Orient (3). Outre sa dernière livraison, « Le vrai visage des libérateurs de Rakka », précitée, on lira avec délice jusqu'où peut conduire l'enferment idéologique dans « La question kurde dans l'impasse » (4) et la sottise en politique dans « Comment le PKK de Cemil Bayik a trahi les Kurdes de Syrie ». Écrits tous démentis par les faits, (5).

Cela étant, ma tribune n'est pas publiée en réponse. Je laisse passer les vacances et relance *Le Monde* le 4 septembre lui demandant les raisons de son abstention. Je fais valoir que le sujet est plus que jamais d'actualité. Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont étendu leur territoire, libérant le canton d'al-Shabba, la région de Mambij et celle de Rakka, encerclant la ville sur le point de tomber, tout en faisant une percée vers Deir ez-Zor. Que, par ailleurs, la Fédération démocratique de la

---

1. *Le Monde.fr*, 25 juin 2017 (<http://filiu.blog.lemonde.fr/2017/06/25/le-vrai-visage-des-liberateurs-de-rakka/>). Lire la réponse cinglante et argumentée d'André Métayer sur le site des Amitiés kurdes de Bretagne (<http://www.akb.bzh/spip.php?article1217>).

2. Voir la notice que consacre *Wikipédia* à Jean-Pierre Filiu ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Pierre\\_Filiu](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Pierre_Filiu)).

3. Pas moins de six mentions entre juillet 2017 et aujourd'hui, sans compter les rappels fréquents à son blog en page d'accueil ([http://lemonde.fr/recherche/?keywords=filiu&page\\_num=1](http://lemonde.fr/recherche/?keywords=filiu&page_num=1)).

4. *Le Monde.fr*, 30 avril 2017 (<http://filiu.blog.lemonde.fr/2017/04/30/la-question-kurde-dans-limpasse/>).

5. *Le Monde.fr*, 4 septembre 2016 (<http://filiu.blog.lemonde.fr/2016/09/04/comment-le-pkk-de-cemil-bayik-a-trahi-les-kurdes-de-syrie/>).

Syrie du Nord a réorganisé son administration en conséquence et que des élections se dérouleront dans quelque quatre mille communes le 22 septembre, et sont prévues aux assemblées des six cantons le 3 novembre, des trois régions et de la Fédération le 29 janvier 2018. Aucune réponse de la rédaction du *Monde*.

Comment ne pas conclure à une censure ? Certes *Le Monde* est libre de publier les tribunes qu'il veut, mais il perd cette liberté une fois qu'il s'est engagé sur leur parution. Pourquoi alors cette décision de retrait et ce silence ? Certes, dans mon livre *Un autre futur pour le Kurdistan. Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique* (6), je reconnais ne pas avoir été tendre pour un journaliste du *Monde*, Alan Kaval.

J'ai dit que certains écrits d'Alan Kaval pourraient l'avoir été par une agence de presse pro-gouvernementale turque (7). Kaval, qui connaît bien son sujet, n'ignore pas que le PKK a abandonné le marxisme-léninisme pour « *son idéologie propre* » (8) mais jamais il ne précise honnêtement le projet du confédéralisme démocratique, car un tel exposé ruinerait ses dénigrement. Tout est ramené à des « *fantasmes utopiques* » (9), une intention démocratique qui « *masque mal la mainmise du parti sur les institutions et l'éviction de ses rivaux* » (10) quand il ne se lance pas dans une (perfidie) présentation de ce qu'il qualifie d'« *assemblage labyrinthique* » : « *En se retirant de la région, le régime a permis au mouvement kurde de se servir des territoires passés sous son contrôle pour imposer son modèle, celui dit de "l'autonomie démocratique", la grande idée théorique d'Abdullah Öcalan. Elle est censée aboutir, selon la vulgate diffusée par le PKK, à la construction d'un "système politique sans État où la société se gouverne elle-même". Sa mise en pratique se traduit concrètement par la construction d'un assemblage institutionnel labyrinthique composé de "maisons du peuple", de communes, de municipalités, d'assemblées locales, de comités divers et de ministères autoproclamés, où tous les postes à responsabilités sont soumis à une règle de parité stricte entre hommes et femmes. En réalité, chacune de ces institutions, prétendument représentatives, est noyauté par des cadres du PYD, qui ont fait leurs armes au sein du PKK face à l'armée turque durant les décennies précédentes.* » (11).

Mais Filiu et Kaval ne sont pas les seuls à abhorrer le PKK, à s'obstiner à voir en lui une organisation nationaliste, autoritaire et terroriste.

Quelques exemples. Marie Jégo, correspondante permanente du *Monde* à Istanbul, continue de qualifier le PYD et le PKK d'organisations marxistes (12) et Alain Frachon, spécialiste du Proche-Orient, de partis marxistes-léninistes (13). Erdogan pourra aussi remercier Louis Imbert qui explique que les Forces démocratiques syriennes sont une

---

6. Noir et Rouge, 2017, 400 pages (<http://www.autrefutur.net/Un-Autre-Futur-pour-le-Kurdistan>).

7. *Un autre futur pour le Kurdistan*, page 180, note 717. Est plus spécialement visé un article, « La guerre perdue du PKK », paru dans *Le Monde* du 25 septembre 2016,

8. « Les Kurdes préparent l'après-EI à Rakka », *Le Monde*, 30 août 2017. Malgré le titre de l'article, on ne saura rien de ce que préparent les Kurdes sinon des manœuvres de couloir avec les tribus arabes et, toujours, sous le contrôle sans partage du PKK.

9. « Kobané, "ville musée" de la résistance kurde », *Le Monde*, 24 mai 2016.

10. « Les Kurdes, combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014

11. « À Kamechliyé [Qamislo], capitale du Kurdistan syrien, *Le Monde*, 16 juin 2015.

12. « Les Kurdes de Syrie voient l'intervention russe d'un bon œil », *Le Monde*, 3 octobre 2015.

13. « Poutine s'en va-t-en guerre », *Le Monde*, 2 octobre 2015.

alliance « dominée par les cadres issus du PKK » (14) et encore Pierre Breteau qui écrit à peu près la même chose en s'appuyant sur Jean-Pierre Filiu (15). Enfin, et c'est tout dire de la philosophie générale du journal, dans un récent éditorial à propos du procès de journalistes turcs, *Le Monde* écrit : « À qui fera-t-on croire que ces femmes et ces hommes, patriotes responsables, ont maille à partir avec le terrorisme que pratique le mouvement kurde PKK ? » (16).

Y aurait-il un lobby anti-PKK au *Monde* qui serait intervenu pour stopper la publication de ma tribune préalablement décidée par des imprudents ? Sans doute non, mais plus certainement un groupe de pression qui se fédère naturellement autour de préjugés.

Ainsi, les lecteurs du *Monde*, s'ils n'ont pas eu la curiosité d'aller voir ailleurs, ne sauront rien de la société sans État des Kurdes. Un projet nouveau pour un Proche-Orient nationaliste, étatiste et si peu démocratique, un projet qui s'adresse également à toute l'humanité. Même si tout n'est pas rose au Kurdistan, loin de là, et je renvoie encore à *Un autre futur pour le Kurdistan* comme à la tribune ci-dessous, il y a beaucoup à apprendre de l'expérience de la Syrie du Nord, non seulement pour les révolutionnaires tombés dans un trou noir mais pour tous ceux qui, à gauche, souhaitent se libérer du carcan partidaire et étatique. Le vieux monde de la démocratie représentative n'est pas une fatalité. La Commune n'est pas morte, le Mouvement kurde le prouve en Syrie et en Turquie.

Aussi, pour conclure et préciser mon propos, je ne dirai pas que « Tout *Le Monde* déteste le PKK », mais bien que « Tout *Le Monde* déteste la démocratie directe ».

Paris, le 20 septembre 2017

=====

**La tribune censurée par *Le Monde***

### **Après Rakka, l'ambition démocratique de la Fédération de la Syrie du Nord**

En entrant dans Rakka, les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance de milices kurdes et arabes, ne libèrent pas seulement la population de la dictature et de l'obscurantisme, elles lui proposent l'adhésion à une société progressiste fondée sur le fédéralisme. Leur ambition démocratique est inscrite dans deux textes de nature constitutionnelle : la Charte du Rojava du 29 janvier 2014 appliquée dans les

---

14. « De l'Irak au Liban, l'organisation État islamique seule sur tous les fronts », *Le Monde*, 26 août 2017.

15. « Syrie : jour par jour, les combats pour la reprise de Rakka en cartes », *Le Monde*, 27 juillet 2017.

16. « Les procès du Bosphore », éditorial du *Monde* du 26 juillet 2017.

cantons kurdes de Syrie et le Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord adopté par une assemblée multi-ethnique le 29 décembre 2016. Comme elles le furent pour les soldats de l'an II, les idées émancipatrices expliquent mieux la bravoure des miliciennes et miliciens, que la soif d'exploits militaires ou de conquêtes territoriales.

Rappelons-nous. Au début des années 2000, Abdullah Öcalan et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) firent le constat d'une double impasse : le marxisme-léninisme n'est pas une idéologie en mesure de répondre à la modernité capitaliste ; la guerre de libération nationale pour fonder un État-nation kurde est sans issue. S'inspirant des travaux d'un philosophe américain, Murray Bookchin, fondateur de l'écologie sociale et théoricien du municipalisme libertaire, ils imaginent le confédéralisme démocratique. À la faveur de la révolution syrienne de 2011, les révolutionnaires du Kurdistan de Syrie avancent cette théorie et mettent en place de nouvelles institutions civiles et politiques. Chaque communauté ethnique, culturelle, économique, professionnelle, politique... a la possibilité de s'organiser en conseils autonomes lesquels s'unissent au sein de la commune d'un village ou d'un quartier. Les communes se fédèrent aux divers niveaux utiles à la gestion des affaires collectives en observant une stricte parité entre les femmes et les hommes, en garantissant la représentation des minorités. On ne crée pas un État nouveau, on marginalise l'idée même d'État en étendant le champ des autonomies, en s'appropriant ses missions de service public (santé, éducation, infrastructures, transports, énergie, etc.) et en réduisant le plus possible ses fonctions régaliennes. Par exemple, le maintien de l'ordre public et la justice de proximité sont assurés par les citoyens eux-mêmes. Comme l'État est progressivement subverti par la commune, le capitalisme le sera par une économie sociale, écologique et autogérée, initiée par les coopératives de producteurs et de consommateurs. L'utopie prend vie au Rojava (Kurdistan de l'Ouest). Elle s'étend aujourd'hui dans tout le Nord de la Syrie et se présente comme une solution pour la paix au Proche-Orient.

On se doute que mettre en œuvre ces fichtues idées, droit venues de la Commune de Paris, n'est pas chose facile avec Bachar al-Assad en embuscade, avec une lutte intense contre l'État islamique, contre les milices nationalistes ou djihadistes de l'opposition syrienne et les menaces récurrentes d'invasion du gouvernement turc. Comment un tel contexte de guerre n'exacerberait-il pas les contradictions ? La Charte du Rojava et le Contrat social de la Syrie du Nord, en maintenant les institutions d'une démocratie occidentale avec la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, ne consacrent pas le modèle fini de démocratie directe qu'ils invoquent, même si le gouvernement se nomme pudiquement « auto-administration démocratique » parce qu'il estime que son seul devoir est d'exécuter les directives venues d'en bas, des communes. L'organisation sur un mode représentatif, en septembre et novembre, des élections locales puis, en janvier 2018, des élections régionales et nationales, n'est pas non plus une preuve de démocratie directe. On objectera encore que le Parti de l'union démocratique (PYD) est omniprésent dans

les institutions politiques, civiles et militaires, qu'une petite-bourgeoise s'installerait volontiers au pouvoir, que les Unités de protection du peuple (YPG, YPJ) et les FDS sont plus proches d'une armée classique avec son décorum militariste que des milices anarchistes de la guerre d'Espagne, que la propriété privée des moyens de production et d'échange n'est pas remplacée par l'autogestion généralisée, etc. L'autonomie démocratique du Nord de la Syrie n'est pas encore le confédéralisme démocratique où l'État n'a plus de légitimité parce qu'il n'a plus d'utilité, elle est une phase intermédiaire d'État fonctionnel nécessitée par les contraintes géopolitiques.

Il reste qu'elle est porteuse d'espoir et à ce titre mérite attention. Que le Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), fédération des communes et communautés diverses, assure le fonctionnement de la société civile et régule l'économie. Que la plupart des porteurs de délégations, de mandats, de missions ou de commandements, Kurdes, Arabes, Assyriens ou Turkmènes manifestent la volonté de vivre ensemble, en paix, pour aller vers « *cette étrange unité que se dit multiple* » que Gilles Deleuze et Félix Guattari dans *Mille plateaux* n'imaginaient pas qu'elle fleurirait au cœur de ce Proche-Orient si peu libertaire.

### **Pierre Bance**

Docteur d'État en droit, ancien directeur des éditions Droit et Société

Auteur d'*Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique*, Les Éditions Noir & Rouge, février 2017, 400 pages.

Texte libre de droits avec mention de l'auteur : **Pierre Bance**, et de la source : ***Autre futur.net***, espace d'échanges pour un syndicalisme de base, de lutte, autogestionnaire, anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire ([www.autrefutur.net](http://www.autrefutur.net)).